

QUESTION N° 2 : quelles doivent être les missions de l'Ecole à l'heure de l'Europe et dans les décennies à venir.

Réflexion préalable : malgré l'enjeu de ce débat sur la définition des missions de l'Ecole, avec un changement probable de la loi d'orientation de 1989, ce sujet suscite peu d'intérêt. Le nombre de participants est très réduit, avec aucun élève. Sont présents 8 professeurs, le documentaliste, deux parents d'élèves et un CPE ;

Pourquoi les missions de l'Ecole ne prêteraient pas à réflexion ? Sont-elles définies de façon satisfaisante ? La réflexion est-elle trop abstraite ? La priorité est-elle donnée à la pratique quotidienne ?

Le débat prend pour point de départ la loi d'orientation de 1989.

« L'Education est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. Il contribue à l'égalité des chances. Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, d'exercer sa citoyenneté. »

Le service public tel qu'il est défini ici est-il encore possible à l'heure de l'Europe et dans des conditions sociales différentes de celles de 1989 ?

Les grands principes ici affirmés sont toujours valables, particulièrement le fait de contribuer à l'égalité des chances. Pour cela, il faut maintenir et développer la gratuité, maintenir un service public national pour éviter que des régions soient défavorisées. Rien dans les projets de Constitution européenne n'oblige la France à renoncer à son service public.

Le service public français répond-t-il aux nécessités économiques actuelles ?

En 1989, la définition de l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau baccalauréat répondait à une nécessité économique. Cela est toujours vrai. Donc, l'élévation de la formation initiale est une mission de l'Ecole à maintenir, ce qui passe par le maintien d'une formation d'une grande exigence sur le plan de la réflexion théorique et abstraite. Le système scolaire français produit moins d'échecs que celui des autres pays. Des améliorations sont nécessaires, mais dans le sens de l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat.

D'où vient la stagnation des résultats par rapport aux missions de service public qui sont « élever la formation, intégrer sur le plan social et professionnel » ?

La précarité des personnels rend difficile la mise en place des projets à long terme. Il est constaté aussi une discontinuité dans l'application des mesures proposées en 1989, ce qui s'explique par les divers changements politiques que la France a connus. Tous les moyens nécessaires n'ont pas été mis en place. Rien par exemple pour la réduction des effectifs par classe.

L'image de l'Ecole est dévalorisée. Les médias jouent ici un rôle important. De plus, l'intégration est difficile après l'Ecole, même pour les diplômés, dans une période de chômage structurel. La conséquence est la perte de l'espoir d'une ascension sociale. « Elever le niveau de formation initiale, intégrer dans la vie sociale et professionnelle » sont des missions à maintenir et, pour cela, il faut réellement donner la priorité à l'Education nationale, en particulier sur le plan budgétaire.

L'ensemble des participants regrette de ne pas avoir le temps d'aborder une autre mission (« développer la personnalité »), si nous l'entendons comme formation de l'individu sans souci de rentabilité immédiate. Il s'agit dans ce cas d'une mission fondamentale. Sur ce point, quelques pistes sont néanmoins évoquées :

L'Ecole ne peut pas, et ne doit pas, tout faire. Il faut restaurer des ponts avec des organismes liés à l'Education Nationale (AIL, CEMEA...) pour développer les activités périscolaires. L'Ecole doit donner plus d'importance aux activités artistiques. Elle doit aussi maintenir sa mission de transmission d'une culture générale.

QUESTION N° 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Trois axes ont été dégagés pour le débat sur cette question. En raison du nombre relativement important de participants pour cette question le premier jour, le débat donne lieu à la formation de deux ateliers.

La démotivation des élèves et l'absentéisme.

La démotivation ne concerne qu'une minorité d'élèves et l'absentéisme n'est pas si important. Malgré tout, lorsque les élèves sont démotivés, la société et certains parents ne contribuent pas à donner une image positive de l'enseignant et de l'Education. Les représentants des parents (un délégué FCPE) déplorent le manque d'implication des parents en matière d'éducation, mais soulignent aussi la difficulté pour ces derniers d'entrer dans les établissements et de faire partie de la communauté éducative afin de participer à la vie de l'établissement de manière plus efficace.

Les effectifs par classe sont trop lourds. Les alléger permettrait plus de participation des élèves et donc plus de motivation. Les lacunes accumulées tout au long de la scolarité sont aussi un facteur de démotivation.

Les élèves présents affirment n'avoir aucun but et venir en classe par obligation. Ils n'éprouvent plus le plaisir d'apprendre. Seules certaines matières ou certains professeurs sont démotivants et les élèves réagissent en les laissant de côté et en privilégiant les autres. Pour les professeurs, cela relève d'un phénomène de « zapping », dans une société de service.

Le travail en classe et à la maison.

Les enseignants sont unanimes pour dire que les élèves travaillent de manière insuffisante, voire pas du tout, à la maison, et qu'ils se contentent d'un travail irrégulier et superficiel en classe. Les exigences sont-elles trop élevées ?

Les élèves déplorent surtout le manque de disponibilité des professeurs et souhaiteraient plus de cas par cas et d'aide individualisée. Pour eux, la quantité de travail est astronomique : « Nous avons une vie après le lycée » (sports, cours de conduite etc...). Le travail à la maison est aussi un problème pour ceux qui habitent loin de l'établissement.

Les journées sont trop longues au lycée. La solution pourrait être de rajouter une quatrième année comme dans le système italien. Il faudrait répartir autrement les périodes des vacances.

Les enseignants regrettent de ne pas pouvoir plus se concerter, par exemple pour que les contrôles ne tombent pas tous le même jour. L'élève qui fait des efforts devrait être valorisé davantage. Néanmoins, le travail à la maison est une obligation pour apprendre à travailler seul. Il faudrait probablement expliquer davantage la façon de travailler, la méthodologie, pour arriver à plus d'autonomie des élèves.

Les moyens actuels mis en œuvre.

Avec plus de moyens, le travail des enseignants serait plus efficace sans qu'il soit question d'alléger les programmes. En effet, les moyens dont disposent les enseignants actuellement sont très insuffisants. Le manque de personnel qualifié (enseignants, agents) est un problème important. Les effectifs sont trop lourds et ne permettent plus de mener à bien la mission d'éducateur.

Les cours en modules et en ½ groupes ne sont pas accessibles à tous les enseignants. Ils sont pourtant jugés très favorablement par les professeurs car ils permettent plus d'attention et d'observation à l'égard des élèves. Les élèves les plus faibles osent prendre la parole en groupe. Il faut plus de modules et de ½ groupes, surtout en Seconde, pour apprendre l'autonomie. L'heure de vie de classe est insuffisante.

Pour l'aide individualisée, le bilan est mitigé à cause de problèmes d'organisation. Ainsi le français et les mathématiques ont lieu en même temps, ce qui empêche des élèves d'aller au deux.

Pour les TPE, le bilan est très défavorable. Ils sont inefficaces.

Au niveau de l'orientation, le choix demandé aux élèves est trop précoce. Par conséquent, ils s'orientent en fonction d'un métier, lucratif mais souvent inaccessible, et non par rapport à leurs goûts et à leurs capacités. Les sections professionnelles sont méprisées par les élèves et les parents et l'orientation se fait en dépit du bon sens. Le passage automatique en terminale ne donne pas de bons résultats.

Les classes sont hétérogènes mais c'est positif pour les enseignants. Il ne faut surtout pas revenir aux classes de niveau.